

Plus de 150 000 Européens demandent à l'UE d'interdire le chalut de fond pour protéger l'océan et le climat

Les ONG environnementales présentent au Commissaire européen Sinkevičius un livre pop-up géant sur les ravages du chalut de fond sur le milieu marin

Bruxelles, le 20 décembre 2021 : Un livre pop-up géant coloré décrivant la dévastation causée par la technique de pêche destructive du chalutage de fond, et comment l'océan prospère en son absence, a été remis au Commissaire européen Virginijus Sinkevičius par des ONG ce matin au nom des plus de 150 000 Européens signataires d'une pétition. Celle-ci appelle l'Union européenne (UE) à éliminer progressivement les pratiques de pêche destructive, en commençant par une interdiction immédiate du chalut de fond dans toutes les aires marines protégées.[1]

Les dizaines de milliers de signataires exigent que le Commissaire européen Sinkevičius (responsable de l'environnement, des océans et de la pêche) et le Vice-Président exécutif de la Commission Européenne Frans Timmermans (responsable du Green Deal) incluent l'interdiction du chalut de fond en Europe dans le prochain Plan d'Action pour préserver les ressources halieutiques et protéger les écosystèmes marins (Plan d'Action pour Océan), qui sera adopté au printemps prochain. Le chalutage de fond, la méthode de pêche la plus néfaste à l'environnement et au climat, est largement utilisée en Europe où elle impacte plus de 50% des fonds marins, et se déroule même à l'intérieur des Aires Marines Protégées.

Oceana, Seas at Risk, Our Fish, WeMove Europe, Whale and Dolphin Conservation et Environmental Justice Foundation, ont livré, devant le siège de la Commission Européenne à Bruxelles, le livre pop-up de 1,5 m sur 2,5 m, qui représente les Commissaires Sinkevičius et Timmermans, embarquant dans une aventure océanique inspirée par "La Vie aquatique", film populaire faisant référence au travail du célèbre explorateur marin et écologiste Jacques-Yves Cousteau. Le livre raconte comment l'UE a une opportunité d'empêcher la destruction de l'océan, à travers un voyage qui commence avec la dévastation actuelle des fonds marins, jusqu'à un futur avec un océan en bonne santé, abondant et résilient.

Vera Coelho, directrice du plaidoyer d'Oceana en Europe, a déclaré que *« Les aires marines protégées, comme leur nom l'indique, sont censées protéger la vie marine, or plus de 2,5 millions d'heures de chalutage y ont été recensées en 2020. Il est inacceptable que l'UE continue de cautionner la destruction de ce qu'elle s'est engagée elle-même à protéger. Il faut mettre fin à cette folie urgemment, et une bonne fois pour toutes. »*

Tobias Troll, directeur de la politique marine chez Seas At Risk, a ajouté : *« Les citoyens européens commencent à se rendre compte que les mers sont des écosystèmes fragiles qui*

ont besoin de protection, qui forment le système qui soutient la vie sur Terre. Les techniques de pêche destructives comme le chalut de fond doivent cesser dans les aires marines protégées mais également au-delà. Nous avons besoin d'une transition juste vers une pêche à faible impact afin de protéger la biodiversité et de permettre aux générations futures de petits pêcheurs et aux communautés côtières de vivre décemment. »

Rebecca Hubbard, directrice du programme Our Fish, a déclaré : « *Nous ne pouvons pas continuer éternellement avec des seuls engagements et promesses - le temps presse et chaque tonne de carbone compte. Il est temps que l'UE prenne au sérieux la transition des méthodes de pêche destructive comme que le chalut de fond - qui produit des émissions de CO2 à la fois en brûlant du carburant, en libérant du carbone stocké dans les fonds marins et en appauvrissant les populations de poissons - et qu'elle assure un avenir durable et résilient à notre climat, notre océan et nos communautés côtières.»*

Giulio Carini, chargé de campagne principal chez WeMove Europe a déclaré : « *Près de la moitié de la population Européenne vit à moins de 50 kilomètres de la mer, or personne ne veut avoir un océan mort et dévasté pour les décennies à venir. »*

Steve Trent, PDG, Environmental Justice Foundation a conclu: "*En plus de détruire les écosystèmes marins, de mettre en danger la faune et de menacer les moyens de subsistance côtiers, le chalutage de fond accélère également la dégradation du climat. Cette pratique remue les fonds marins, libérant des réserves vitales de carbone qui sont restées enfermées pendant des siècles. Il est extrêmement décevant que l'UE, qui a mené des efforts progressifs pour améliorer la durabilité de la pêche, autorise toujours le chalutage de fond dans les zones protégées. Cela doit cesser maintenant."*

Contexte:

- Les engins de fond, y compris les dragues et le chalut de fond, sont les moins sélectifs et les plus destructeurs de tous les engins de pêche. La méthode consiste à traîner de lourds filets sur le fond marin, piégeant sans discernement tous types de créatures vivantes et d'habitats se trouvant sur leur chemin. Un tel chalutage élimine [jusqu'à 41 % des invertébrés](#) marins, qui peuvent mettre de nombreuses années à se rétablir. Son usage continue à contribuer à dégrader drastiquement, et dans certains cas de manière irréversible, les écosystèmes marins, y compris des habitats tels que les coraux et les herbiers, ainsi que des espèces sensibles comme les requins, les tortues ou les dauphins. De plus, le chalutage de fond libère de grandes quantités de carbone stocké dans les sédiments marins, que de nouvelles études préliminaires suggèrent être comparables à la quantité d'émissions du secteur de l'aviation. ([étude](#)).

-Des [données](#) récentes d'Oceana ont révélé comment les pays de l'UE continuent d'autoriser la pêche destructive dans les aires marines protégées d'Europe, avec plus de 2,5 millions d'heures de pêche de fond enregistrées en 2020 dans des zones censées protéger les espèces et les habitats marins les plus précieux et les plus menacés d'Europe.

- Une analyse [socio-économique](#) commandée par Seas At Risk a révélé qu'une interdiction des engins de fond (chalutage de fond et drague) dans les aires marines protégées produirait des avantages nets dès quatre ans après l'entrée en vigueur de l'interdiction.

- Le plan d'action de l'UE pour préserver les ressources de la pêche et protéger les écosystèmes marins, annoncé dans la stratégie de l'UE pour la biodiversité à l'horizon 2030, est attendu en 2022. Une [consultation publique](#) de l'UE est ouverte jusqu'au 20 décembre.

*** Fin ***

#BanBottomTrawling

Version en ligne de ce communiqué de presse : [XXXXXXXX](#)

Des photos et des vidéos de la remise de la pétition sont disponibles dans ce dossier.

<https://www.dropbox.com/sh/f620kxhImc6xalg/AAAkqtP0wC-bli87pxkBXMVla?dl=0>

[1] Pétition "[STOP à la destruction des océans](#)" sur la Plateforme WeMove Europe.

CONTACTS

Sara Tironi, Communications Officer Seas At Risk, +32 483 457 483, stironi@seas-at-risk.org

Dave Walsh, Communications Advisor, Our Fish +34 691 826 764, press@our.fish

Emily Fairless, Communications officer, Oceana in Europe +32 478 038 490

efairless@oceana.org

Giulio Carini, Senior Campaigner, WeMove Europe, +39 348 5333 846, giulio@wemove.eu